

Déclaration unitaire

Réunion Audio du 21/04/20 : COVID 19 du CHSCT du CSFPH



1

Ce mardi 21 avril 2020, nous sommes réunis pour la 3^{ème} fois sous la forme du CHSCT issu du CSFPH, afin d'aborder les questions qui, pour la CGT et FO et les salarié.e.s sont prioritaires et urgentes à régler en cette période de catastrophe sanitaire, et dont pour la plupart nous n'avons toujours aucune réponse de la part du ministère des Solidarités et de la Santé et de vos services. Nous tenons à redire ici en préambule l'importance de cette instance qui temps au niveau national qu'au niveau locale œuvre pour l'amélioration des conditions de travail de tous les agents.

L'indigence de ce gouvernement à anticiper et à mettre à disposition le matériel de protection individuelle afin de limiter l'exposition quotidiennement des agents face au public et les moyens accordés aux établissements de santé et d'action sociale sont plus qu'insuffisants depuis le début de la pandémie qui traverse notre pays.

Nous vous rappelons que la gestion de crise et de la prise en charge de la population ne serait viable sans la cohorte de tous les personnels qui composent les établissements et les services supports logistiques indispensables à l'activité des soins tant administratifs, ouvriers que techniques. Tous ensemble font un travail extraordinaire pour lutter contre le Covid-19.

Lors de nos réunions hebdomadaires, vous êtes dans l'impossibilité de nous rendre compte de l'état des stocks de matériels de protection individuelle ainsi que des autres produits et /ou des médicaments essentiels et vitaux dans cette période. Pourtant, des tensions persistent, comme par exemple sur les systèmes de ventilation et les aspirateurs, sur les filtres, les valves qui les composent et/ou sur certaines molécules de médicaments. Ainsi, pour illustrer nos propos, à L'AP-HP, dans certains services, il n'y avait en stock le vendredi 19 avril que huit jours d'autonomie sur 3



types de curare. Ces dispositifs médicaux et médicamenteux sont pourtant censés arriver depuis des semaines. En attendant les masques fait maison, l'utilisation de sacs poubelle comme sur blouse, le recours au lavage de matériel à usage unique, des tutoriels en tous genres mis en ligne par les DG et le président de la CME comme aux HCL, font légion sur tout le territoire et dans les établissements faute de matériel disponible en quantité et en nombre. Cette situation est dangereuse et ne peut plus durer.

Les protocoles et consignes d'utilisation des matériels, pourtant validés et préconisés par la Haute Autorité de Santé, ne peuvent plus être appliqués faute de matériel suffisant et mettent ainsi en danger les personnels et les patients. Depuis des semaines, nous vous alertons sur cet état de fait !

Nous ne pouvons que constater que les politiques menées ces dernières années, avec pour dogme l'austérité budgétaire, auront mis à mal notre système de santé.

Nous avons à plusieurs reprises souhaité être informés sur les chiffres concernant le nombre d'agents infectés par le virus et le nombre de décès exact d'agents de la FPH. Nous sommes surpris que la DGOS n'ait pas ces chiffres. Nous savons que les ARS disposent par région d'état très précis dont celui-ci. Y a-t-il une volonté du gouvernement de nous cacher certaines choses ? Nous exigeons de connaître en toute transparence les chiffres dont vous disposez.

Le président s'est exprimé à plusieurs reprises sur la situation. Il a annoncé la création d'une prime pour les agents hospitaliers, nous regrettons qu'aucune consultation préalable des organisations syndicales qui les représentent n'ait été organisée. Nous espérons que le texte soit rapidement publié, car le périmètre présenté par le Ministre de la Santé reste flou et crée des inégalités entre les agents, pourtant tous mobilisés contre le Covid.

Mais l'urgence pour les agents reste en premier lieu le matériel et les moyens nécessaires pour exercer leur mission en toute sécurité et d'ores et déjà l'ouverture de négociations sur la revalorisation nécessaire des salaires, les effectifs et l'emploi ainsi que le financement de haut niveau et pérenne de notre système de Santé et de Sécurité Sociale pour ne plus avoir à vivre de telles situations de dénuement et de manque dans les établissements.